

Encore une triste nouvelle à Malikié!

C'est dimanche soir nous avons appris le rappel à Dieu de notre bien-aimé père, le père de l'infographie du journal. Ce génie qui fait des miracles pour vous servir. En cette douloureuse circonstance, toute l'équipe de la rédaction prie pour le repos éternel de l'illustre disparu et que la terre lui soit légère.

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 12 JUILLET 2021

890

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Rencontre annuelle des grands grins

La révolution

citoyenne en marche!

Participer à l'édification du pays, tel est l'objectif de ce regroupement de jeunes. La rencontre annuelle du grand grin a eu lieu, le samedi 10 juillet 2021 sous la présidence de Mohamed Salia Touré. ...



Le ministre I. Ikassa Maiga à la Haute Cour de la Justice : « Des réformes dans un cadre légal »



Union pour la Sauvegarde de la République (USR) : Nouhoum Togo lance son parti



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

10 juillet
2021

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

841

Nouveaux cas confirmés

2

Nouveaux guéris

2

Nouveaux décès

0

Au cours des dernières 24 H

12 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
01 cas graves en soins intensifs
25 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

14 463

Guéris

10 102

Décès

528

dont 97 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.10



P.14



P.20



/ Une /



Rencontre annuelle des grands grins : La révolution citoyenne en marche !

P.4

/ Brèves /



Mali : Bamako proteste contre les propos critiques du président nigérien envers les militaires putschistes

P.9

Opération Barkhane : Emmanuel Macron ferme trois bases au Mali malgré la menace djihadiste

P.9

Sommet du G5 Sahel : La fermeture des bases françaises à Kidal, Tessalit et Tombouctou annoncée par Macron

P.10

Lutte contre le terrorisme : Les États-Unis et la France renforcent leur coopération

P.10

Mali : Sept casques bleus blessés dans une explosion

P.11

Information des acteurs sur la conduite de la transition : La société civile reçue à la Primature

P.11

THINK PEACE-ANPE : Partenariat pour l'emploi

P.11

/ Actualité /



DIRPA : Le point de la situation sécuritaire de notre pays

P.13

Colonel-major Nema Sagara : « Le sahel est devenu un creuset d'armes et le Mali n'échappe pas au phénomène »

P.14

Le ministre Ibrahim Ikassa Maïga à la Haute Cour de la Justice : « Des réformes dans un cadre légal »

P.15

/ Politique /



La France au Sahel : L'intervention du président Emmanuel Macron

P.17

Élections 2022 : MODELE-MALI promet 3000 observateurs sur le terrain

P.19

Mali : À quoi ressemblera l'organe unique de gestion des élections ?

P.20

Union pour la Sauvegarde de la République (USR) : Nouhoum Togo lance son parti

P.21

/ Culture & société /



Culture : Bôdôgôla une tradition perdue qui reprend vie

P.23

/ International /



Suivi des enfants rapatriés de Syrie : « Environ 300 enfants français de jihadistes sont dans des camps »

P.24

Bénin : Patrice Talon promet de se limiter à deux mandats présidentiels

P.25

/ Sport /



Compétitions africaines interclubs : Binga FC, grand supporter du Stade Malien

P.26

Coupe de la Confédération : Le Raja Casablanca s'offre un deuxième sacre face à la JS Kabylie

P.27

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Dïala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



Rencontre annuelle des grands grins

La révolution citoyenne en marche !

Participer à l'édification du pays, tel est l'objectif de ce regroupement de jeunes. La rencontre annuelle du grand grin a eu lieu, le samedi 10 juillet 2021 sous la présidence de Mohamed Salia Touré.

Accolades chaleureuses par-ci, joyeuses poignées de mains, larges sourires de retrouvailles. Les membres des grands grins enthousiastes et requinqués, sont donc venus convergés en masse compacte pour leur rencontre annuelle. Cet événement a ouvert un tableau gai et riche. Comme pour tout grand rendez-vous, ils ont entonné l'hymne national comme premier acte de l'évènement. Le clou de l'activité a été la série de témoignages sur les actions de cet espace citoyen. Mis sur les fonts baptismaux en 2019, le grand grin a gagné en galon. Durant 2 ans et demi, les sujets abordés ont été aussi larges

que variés : la sécurité ; l'éducation familiale, l'action de socialisation des jeunes, la santé de la reproduction en milieu jeune, l'engagement citoyen pour la vie de leur communauté, le leadership sur les élections, les rapports pervers qui est entre élections et argent, politique et argent, la consommation des stupéfiants, la covid-19 et plusieurs autres sujets d'intérêts nationaux.

Selon le vice-président du grand grin, Dr Seydou Oumar Cissé, en peu de temps, cet espace citoyen apolitique a posé les fondements d'un vrai débat démocratique. « **Nous avons sillonné le Mali pour parler du grand grin.**

Nous partons dans les grins des jeunes pour parler de la problématique de développement social et de la citoyenneté. Après deux ans et demi, il fallait faire un bilan. Il fallait rencontrer les jeunes pour que d'abord les jeunes des différents grands grins puissent se connaître, se réunir et se rencontrer autour de cette activité qui est notre rentrée annuelle. Je tiens à préciser que le grand grin est une association apolitique comme je l'ai bien indiqué dans mes propos liminaires. Nous ne sommes à la solde d'aucun parti politique ni à la solde d'aucun politicien.

Nous sommes des maliens qui ont décidé de jouer leur participation dans le développement de notre patrie commune. Généralement quand il y a les élections, ce sont les jeunes qui constituent le bétail électoral et ce sont eux qui sont sacrifiés. Raison pour laquelle nous avons décidé de rencontrer cette écrasante majorité de la population pour faire un éveil de conscience. Nous leur avons dit qu'il est temps qu'ils prennent leur destin en main pour participer à la construction de ce pays. Donc nous avons aucune ambition politique », a-t-il rassuré.

Et d'ajouter : « Malgré que notre président n'est plus ministre. Cela n'enlèvera rien à notre détermination à soutenir la Transition en cours dans notre pays. Parce que si la transition échoue, c'est le Mali qui échoue. Et nous avons intérêt à ce que cette transition réussisse. Après cette démonstration de force, nous allons prendre notre bâton de pèlerin pour aller à la rencontre de tous les jeunes du pays pour porter le même message. En cette période difficile, le Mali a besoin de tous ces fils et de toutes ses filles », a-t-il indiqué.

Aux dires de Mohamed Salia Touré, président des grands grins, cette rencontre annuelle



avec les 247 chefs de grin de Bamako s'inscrit dans la dynamique de faire le bilan de ce qui a été fait. Mettre le curseur sur ce qui n'a pas marché et puis se projeter dans l'avenir. « Nous avons saisi cette tribune pour délivrer un message politique qui consiste à

inviter l'ensemble des chefs de grin et des associations qui se retrouvent dans la vision du grand grin qui prônent aujourd'hui la révolution citoyenne en marche. Cette démarche se résume en 4 mots : se former, s'informer, s'impliquer et accompagner. C'est la définition que nous donnons à ce concept. Ce n'est pas une révolution pour promouvoir la prise des armes ou s'insulter. Non, ce n'est pas cela. C'est une révolution intelligente qui consiste à dire aux jeunes, formez-vous d'abord, informez-vous parce que le citoyen, c'est celui qui est informé, qui s'implique, qui ne reste pas au bord de la route. Donc inviter l'ensemble de ces grins et leur inviter à s'inscrire dans le soutien sans ambiguïté de la Transition sous le leadership du Colonel Assimi Goïta. Nous ne lions pas notre soutien à une histoire de poste ou autres. Mais, c'est le Mali qui en ligne de mire. Nous sommes en train de perdre ce pays. Cela appelle à un rassemblement de tous les fils, de toutes les filles, taire les rancœurs, taire les divergences pour sortir le pays de cette situation inconfortable », a-t-il lancé comme message.

■ Ibrahim Sanogo



■ Ammy Baba Cisse



« Il n'y a aucune raison pour ne pas traiter Kidal comme on avait traité Gao, Tombouctou ou les autres parties du Mali. » Bazoum 2013

Des propos de Bazoum en 2021. C'est une vérité qui fait mal à ceux qui refusent de voir.

« S'agissant de l'EIGS, ce groupe criminel dirigé par des ressortissants des pays du Magreb a ses principales bases en territoire malien, dans les régions de Ménaka et de Gao. Le combat contre lui sera très difficile aussi longtemps que l'État malien n'aura pas exercé la plénitude de sa souveraineté sur ces régions. La situation actuelle du Mali a un impact direct sur la sécurité intérieure de notre pays. C'est pourquoi notre agenda diplomatique sera centré sur le Mali dans le cadre d'une coordination étroite avec les pays du G5 Sahel, l'Algérie, la France, les États-Unis et les autres membres permanents du conseil de sécurité notamment. Nous devons aider nos frères maliens à s'entendre, à mettre en œuvre l'accord d'Alger, à le dépasser même, à reconstituer pleinement leur État en vue de lutter efficacement contre le terrorisme

« Le statut spécial qu'on a voulu donner à Kidal est une erreur, nous le payons cache aujourd'hui. »
Bazoum en 2013

Lionel Messi gagne enfin un trophée au compte de son pays. Jouer pour son pays, c'est mettre tout son cœur.

Le Stade malien est champion, beaucoup de maliens n'en parlent pas. Si c'était la France, Barcelone ou le Réal hum.

Il y a quelques mois c'était le ministre Bazoum qui défendait la souveraineté du Mali. Les compatriotes le qualifiaient d'ami du Mali. Assumons nos déboires.

Un conseil à Assimi Goita : Il ne faut pas que des thuriféraires et des opportunistes le mettent sur une fausse piste.

Ce communiqué du gouvernement malien est-il une plaisanterie? Ce que Bazoum a tenu comme propos est vrai. C'est au Colonel de ré-

pondre en tant que Chef. Soyons conscients de ce qui nous arrive. Bazoum avait tenu le même discours chez lui quand il y a eu une tentative de putsch



Il y a des gens qui, pour ne pas disparaître médiatiquement, jouent toutes sortes de rôle.

■ Yeah Samake



CHERS AMIS,
Lors de la conférence de presse que j'ai animée hier, je me suis exprimé sur les propos irritants du Président du Niger Son Excellence Monsieur Mihamed BAZOUM. Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR

CHERS AMIS,
J'ai eu le plaisir de recevoir au siège du PACP Mali (Parti pour l'Action Civique et Patriotique) l'Ancien Premier Ministre Moussa Mara Yelema dans le cadre de nos rencontres périodiques pour échanger sur les grandes questions de la nation. Nos échanges ont porté sur l'évolution de la Transition et l'organisation des échéances électorales prochaines. Nous avons également discuté de la mutualisation de nos efforts dans le cadre de la solidarité inter-Parti pour la réalisation d'actions concrètes. Dans une atmosphère conviviale, nous avons renouvelé notre enga-

gement pour servir avec intégrité le peuple Malien.
Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR
#Mali



CHERS AMIS,

J'ai eu le plaisir de rendre une visite de courtoisie à Monsieur Sidi Tiemoko Touré, Ministre des Ressources Animales et Halieutiques de la République de Côte d'Ivoire.

Nous avons échangé sur des sujets d'intérêt commun notamment la promotion des valeurs et principes du libéralisme.

J'ai été très impressionné par le parcours élogieux de Monsieur TOURE qui occupé des hautes fonctions auprès de Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara, Président de la République, Chef de l'Etat de la Côte d'Ivoire.

Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR



CHERS AMIS,

La Fondation Empower Mali annonce une donation exceptionnelle de 560.000 Dollars (soit environ 300.000.000 FCFA) de JP's Peace Love & Happiness Foundation pour la Construction de salles de classe et le financement du programme « Eau Potable pour Tous au #Mali ». Nous exprimons nos sincères remerciements à John Paul et Eloïse DEJORIA leur générosité.



CHERS AMIS,

Les femmes Eaders du PACP Mali (Parti pour l'Action Civique et Patriotique) m'ont réservé un accueil chaleureux à Bandiougoubougou. Lors de cette activité politique, j'ai tenu à rappeler ce qui suit: Bien qu'elles soient majoritaires, la politique de promotion des femmes doit sortir des déclarations de principes, effets d'annonce pour laisser place à des réalisations concrètes, durables et non partisans.

Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR



RFI



C'est une traque qui tient le Kenya en haleine. Cela fait aujourd'hui sept jours que l'agent de police, Caroline Kangogo est recherchée par ses collègues. Elle est suspectée d'avoir tué par balles deux hommes, les 5 et 6 juillet derniers. La jeune femme de 34 ans est depuis en cavale. Les autorités kényanes ont beau avoir mobilisé des moyens humains conséquents, Caroline Kangogo reste à ce jour introuvable.



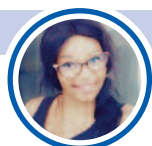
RFI Afrique



Réélu le 11 avril dernier, le président béninois promet quitter le pouvoir en 2026, à la fin de son mandat en cours. Patrice Talon a pris cet engagement devant plusieurs organisations de la société civile africaine, comme Togo Debout et Tournons la page, ce samedi 10 juillet.



Aida Haidara



#MERC

Donc lui aussi est devenu notre ennemi ? Lol Quand Bazoum disait ici qu'il n'y aura pas de paix dans la sous région tant que l'armée malienne n'est pas à Kidal, ce jour nous avons tous applaudis.

Il a suffit qu'il demande aujourd'hui aux militaires maliens d'aller au front, il est insulté ko il est notre premier ennemi.

Ici nous avons dit que :

Alassane Ouattara est contre le Mali

Macky est contre le Mali

Alpha Conde est contre le Mali

La Mauritanie soutient les rebelles

Algérie est complice

Aujourd'hui c'est le tour du Niger

La Suisse soutient les rebelles

Les militaires français font la guerre aux côtés des djihadistes...

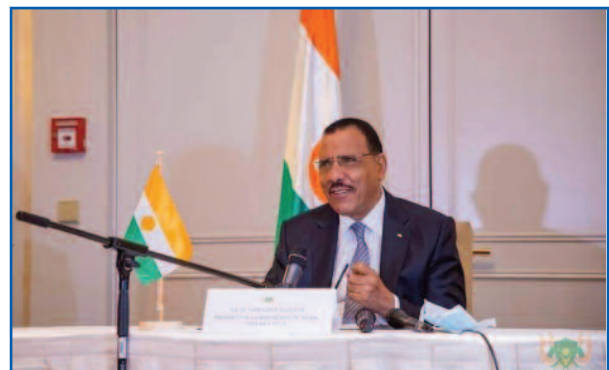
Il n'est pas temps pour nous d'assumer un peu notre incapacité à protéger notre pays au lieu de toujours accuser les autres ?

Nous avons même dit ici que ATT donnait la position des militaires aux rebelles lol

Personne ne peut nous parler un langage de la vérité sans être taxé d'ennemi du Mali

Qu'est ce que nous avons ou qui sommes nous pour être ennemis de tout le monde ?

Arrêtons de rejeter nos fautes sur les autres.



Radio Guintan



L'axe Gao - Bourem - Tombouctou: de plus en plus de braquages.

Cet devient cauchemardesque pour les usagers et surtout à l'approche de la fête de Tabaski. Dans l'intervalle de deux semaines, plusieurs véhicules ont fait l'objet de braquages et d'enlèvements. C'est surtout dans la zone de Baria que la plupart de ces braquages se déroulent. Ce Samedi 10 Juillet 2021, peu après le crépuscule, des bandits armés non identifiés ont ouvert le feu sur un véhicule de particulier quittant Gao pour Bourem dans la zone de Baria. Les balles ont atteint et tué le chauffeur, un natif de Bourem du nom de Moussa Maïga connu sous le nom de Moussa Hakiss du quartier Diambourou. Paix à son âme.



Mali : Bamako proteste contre les propos critiques du président nigérien envers les militaires putschistes



Bamako a « vivement protesté » samedi 10 juillet contre des propos critiques envers les militaires maliens putschistes du président nigérien Mohamed Bazoum, jugeant qu'ils allaient à l'«
encontre des relations d'amitié et de fraternité » entre les deux pays. Le chef d'État nigérien avait critiqué vendredi à Paris la propension des colonels au Mali à prendre le pouvoir après des revers militaires.

« Il ne faut pas permettre que les militaires prennent le pouvoir parce qu'ils ont des déboires sur le front où ils devraient être et que les colonels deviennent des ministres ou des chefs d'État », a déclaré Mohamed Bazoum, lors d'une conférence de presse commune avec son homologue français Emmanuel Macron à Paris. « Qui va faire la guerre à leur place ? Ce serait facile si chaque fois qu'une armée de nos pays a un échec sur le terrain, elle vient prendre le pouvoir ! C'est ce qui s'est passé par deux fois au Mali.(...) Ce ne sont pas des choses acceptables », a ajouté le président nigérien.

Selon un communiqué du Ministère malien des Affaires Etrangères publié ce samedi, le chef de la diplomatie malienne a convoqué l'ambassadeur du Niger au Mali pour lui faire part des vives protestations des autorités maliennes.

« Suite aux propos » du président nigérien, le ministre malien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale Abdoulaye Diop a « reçu ce vendredi 9 juillet l'ambassadeur de la République du Niger au Mali » Mamoudou Moumouni, indique le communiqué du ministère malien. « Le ministre a tout d'abord fait part de l'étonnement du gouvernement malien face à de tels propos et a en conséquence élevé, au nom du gouvernement de la République du Mali, une vive protestation auprès du gouvernement de la République du Niger », précise le communiqué. « Le gouvernement du Mali tient à rappeler que le Niger et le Mali, liés par l'histoire et la géographie, ont toujours développé de solides relations d'amitié et de fraternité qui n'appellent qu'à être renforcées. Une telle déclaration va malheureusement à l'encontre de cet esprit ».

Bamako estime que les deux pays « devraient plutôt unir leurs efforts » pour lutter contre « l'extrémisme violent, le terrorisme et le Covid-19 ».

Source : RFI

Opération Barkhane : Emmanuel Macron ferme trois bases au Mali malgré la menace djihadiste



En juin dernier, le président Emmanuel Macron annonçait la fin de l'opération Barkhane, soit l'effort de sept ans de la France pour combattre les extrémistes liés à Al-Qaïda et à l'Etat islamique dans la région du Sahel. Les plus de 5 000 soldats français seront réduits dans les mois à venir. Comme le rapporte Le Figaro, le chef de l'Etat a depuis précisé le calendrier du repli militaire français. Trois premières bases seront ainsi fermées au Mali, à Kidal, Tessalit et Tombouctou, « d'ici au début de l'année 2022 », a précisé Emmanuel Macron. Et le président d'ajouter : « nos adversaires ont aujourd'hui délaissé une ambition territoriale au profit d'un projet de dissémination de la menace, plus seulement à l'échelle du Sahel, mais à l'échelle de l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest ».

« L'ennemi tente d'imposer la charia »

Comme le rappelle Le Figaro, le patron de la DGSE, Bernard Emié, s'était inquiété il y a six mois de cette « descente » vers le golfe de Guinée des groupes affiliés à Al-Qaïda et à Daech (ou groupe Etat islamique), perpétrant des attentats meurtriers en Côte d'Ivoire ou au Bénin. Mais ce repli militaire français au Mali suscite de nombreuses interrogations. « Nous avons été témoins de la présence de l'ennemi qui tente d'imposer la charia, d'interdire aux jeunes enfants de jouer au football et d'imposer un code vestimentaire », a déploré le colonel Stéphane Gouvernet, commandant du bataillon de la récente mission française baptisée Equinoxe, alors que la menace djihadiste est toujours présente dans le Sahel.

Source : valeursactuelles.com



Sommet du G5 Sahel : La fermeture des bases françaises à Kidal, Tessalit et Tombouctou annoncée par Macron



Les Chefs d'État du G5 Sahel ont rappelé ce vendredi 9 juillet 2021 leur « préoccupation face à la persistance de la menace terroriste dans la sous-région ». C'était au cours de la 5ème session ordinaire de la Conférence des chefs d'État du G5 Sahel. A travers cette réunion qui s'est tenue par visioconférence, ils ont aussi souligné « l'importance d'une veille active de l'ensemble des pays de la région et d'une action collective et énergique en vue de la contrer ». Le Président français, lui, a réaffirmé la fin progressive de l'opération Barkhane. Elle laissera la place à la force européenne Takuba avec une fermeture de certaines de ses bases au Mali.

La présence militaire de la France au Sahel s'articulera désormais autour de deux missions, a déclaré le Président français au cours d'une conférence de presse tenue à Paris à l'issue du sommet. Il explique que la première opération se focalisera sur l'entraînement et la formation, et la seconde sera consacrée à l'intervention rapide. La France va commencer, de ce fait, à fermer plusieurs de ses bases dans le nord du Mali à partir des prochaines semaines, a souligné Emmanuel Macron. Il précise que cette fermeture concernera notamment les bases françaises de Kidal, Tessalit et Tombouctou.

La reconfiguration de l'engagement militaire français au Sahel commencera dès les prochaines semaines, a aussi déclaré ce vendredi Emmanuel Macron. Il ajoute que les coopérations seront plus accentuées avec le Niger et le Tchad dans la lutte contre le terrorisme. « Nous ne nous substituerons pas aux États du Sahel pour remplir leurs missions de sécurité, mais nous resterons engagés à les soutenir », a martelé le président Français.

Selon le communiqué final du sommet, les Chefs d'État du G5 Sahel ont déclaré avoir « pris note de la décision du Président de la République française de transformer le dispositif militaire français déployé au Sahel ». Ils se sont aussi « félicités de la volonté exprimée par la France de poursuivre ses efforts selon des modalités rénovées définies en concertation avec les États concernés ».

« Ces annonces faites par le Président français sur la fin de l'opération Barkhane sont purement politiques et visent à déstabiliser la transition ». C'est en tout cas l'analyse de Ballan Diakité politologue-chercheur à

Lutte contre le terrorisme : Les États-Unis et la France renforcent leur coopération



Alors que les deux pays se retirent progressivement, l'un d'Afghanistan, l'autre du Mali, les armées américaine et française ont signé un accord de coopération pour leurs forces spéciales engagées dans le contre-terrorisme.

La ministre française des Armées Florence Parly et son homologue américain Lloyd Austin ont signé vendredi à Washington une nouvelle feuille de route pour la coopération entre leurs forces spéciales, les deux pays cherchant à renforcer les efforts internationaux dans la lutte antijihadiste. La signature de cette convention et la visite de Mme Parly interviennent au moment où les États-Unis se retirent d'Afghanistan et que la France réduit sa présence militaire au Sahel.

Le texte ne porte pas sur une région spécifique, a fait savoir un porte-parole du Pentagone, Anton Semelroth, les deux pays étant engagés dans la lutte antijihadiste sur des théâtres très différents.

Le président américain Joe Biden a annoncé jeudi que la plus longue des guerres des États-Unis prendrait bientôt fin, avec le retrait définitif des troupes américaines d'Afghanistan d'ici le 31 août.

Le président français Emmanuel Macron a quant à lui indiqué vendredi que la France commencerait à fermer des bases dans le nord du Mali au second semestre de l'année 2021, dans le cadre de la réduction annoncée de sa présence militaire au Sahel.

Mais Washington et Paris ne souhaitent pas pour autant abandonner leur effort en matière de contre-terrorisme. Lors d'un échange au cercle de réflexion Atlantic Council après sa visite au Pentagone, Mme Parly a cité l'opération Takuba, unité de forces spéciales européennes censée former l'armée malienne au combat face aux jihadistes, comme un exemple « remarquable et concret » de coopération.

« Le soutien des États-Unis à nos opérations au Sahel est crucial », a-t-elle ajouté. Citant d'autres missions conjointes menées ces dernières années, elle a affirmé : « Notre coopération opérationnelle donne des résultats concrets. Et elle continuera à le faire ».

Source : Le Figaro

l'université de Bamako. Cependant, il pense que, le Mali aura du pain sur la planche et qu'une préparation des forces armées en termes de logistiques et de stratégie s'impose.

Source : Studio Tamani

Mali : Sept casques bleus blessés dans une explosion

Sept Casques bleus de l'ONU au Mali ont été blessés vendredi 9 juillet dans l'explosion d'une mine artisanale au passage de leur véhicule dans le centre du pays, a annoncé la Mission de l'ONU au Mali (Minusma). « Lors d'une patrouille, la Minusma déplore sept blessés suite à l'explosion d'un IED » (engin explosif improvisé) ou d'une mine « à proximité de Diallo », dans la région de Mopti (centre), a-t-elle écrit sur Twitter. La nationalité des blessés n'a pas été précisée. « Le chef de la Minusma (El-Ghassim Wane) condamne fermement ces actes lâches qui ont pour but de perturber le déroulement de nos opérations », selon le texte.

Les engins explosifs improvisés sont une arme de prédilection des djihadistes contre les forces maliennes, françaises et internationales. Ils tuent aussi de nombreux civils. Depuis 2012 et le déclenchement de rébellions indépendantiste et djihadiste dans le Nord, le Mali est plongé dans une tourmente multiforme qui a fait des milliers de morts, civils et combattants, malgré le soutien de la communauté internationale et l'intervention de forces de l'ONU, africaines et françaises.

La Minusma, déployée au Mali depuis 2013, est actuellement la mission de paix des Nations Unies la plus meurtrière au monde, avec quelque 150 tués dans des actes hostiles, selon les statistiques de l'ONU.

Source : Le Figaro

THINK PEACE-ANPE : Partenariat pour l'emploi



Pour reconstruire les économies détruites, Think Peace a tissé un partenariat stratégique avec l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE). Ce partenariat favorisera la création d'opportunités économiques visant à stabiliser les familles, et surtout l'autonomisation des jeunes et des femmes et leur accompagnement vers l'auto-emploi. Cette convention de partenariat a été signée le 6 juillet 2021 à la Direction Générale de l'ANPE.

Après la crise multidimensionnelle dont le Mali a fait face, ThinkPeace a développé une approche intégrée d'autonomisation des jeunes et des femmes qui sont les plus touchés. Cette approche part d'une richesse bien existante ou créée dans la communauté pour développer tout autour une diversité d'activité génératrice de revenus profitant à la communauté tout entière. L'atteinte des objectifs de cette approche nécessite des formations en leadership, en gestion, en transformation et en entrepreneuriat sociale facilitant l'engagement de l'ensemble des couches sociales au développement et la stabilité de leur localité renforcée par les initiatives de consolidation de la paix.

Information des acteurs sur la conduite de la transition : La société civile reçue à la Primature



Le Premier ministre, chef du gouvernement, Dr. Choguel Kokalla Maïga a rencontré, aujourd'hui, à la primature, le Conseil National de la Société Civile conduit par son président, Boureima Allaye Touré. Le Chef du Gouvernement poursuit ainsi sa mission d'information des Acteurs sur la conduite de la Transition.

Le Premier ministre a d'abord informé la Société Civile sur les priorités de la Transition, piliers sur lesquels repose la transition. Le Dr Choguel Maïga a souligné le souci majeur des autorités de la transition de conduire cette Transition en toute inclusivité. Le renforcement de la situation sécuritaire, les réformes politiques et institutionnelles, l'apaisement du climat social sont les chantiers prioritaires de l'heure confiés par le Président de la Transition au Gouvernement.

Aussi, en vue de préparer et organiser des élections crédibles, justes et éviter du coup les contestations post électorales, le Premier ministre entend organiser les Assises Nationales de la Refondation (ANR) qui permettront de capitaliser les résolutions pertinentes issues des réflexions de ces dernières années.

Dr. Choguel Kokalla Maïga entend également traduire en acte la mise en place d'un organe unique de gestion des élections, une aspiration longtemps exprimée par de nombreux acteurs. À ceux qui doutent de bonne foi ou qui s'inquiètent de la faisabilité dans le temps imparti, le Premier ministre rassure : avec la détermination qui sied en de pareilles circonstances, la mission est bien possible. La Société Civile a exprimé sa satisfaction sur la vision et la conduite de la Transition.

CCRP/Primature

« La signature de la présente convention vient concrétiser cette dynamique de partenariat dont l'objectif principal est de tisser un partenariat stratégique entre nos deux structures. Il visera à réunir les compétences, les approches et les objectifs au service de l'accompagnement des jeunes et des femmes vers l'autonomisation de l'auto-emploi », nous témoigne Ibrahim Ag Nock, Directeur Général de l'ANPE.

Quant au coordinateur de ThinkPeace, Abdoul Kassim Fomba, il a expliqué que ThinkPeace a développé cette approche intégrée économique afin de créer plus de synergie avec les autres partenaires présents sur le terrain, mais aussi faciliter la création d'un environnement viable au profit des bénéficiaires du projet (particulièrement les jeunes et les femmes). Le projet durera 3 ans renouvelables.

Zeinabou Fofana / Source : Mali Tribune




Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



DIRPA : Le point de la situation sécuritaire de notre pays

Le Directeur de l'Information et des Relations Publiques des Armées, le Colonel Souleymane Dembélé, était face à la presse, le vendredi 9 juillet 2021 dans la salle de conférence de ladite direction, pour faire le point de la situation sécuritaire du pays.

Acette occasion, le Colonel Dembélé était accompagné par le Directeur du Service Social des Armées, le Colonel Mohamed Fofana, du chef des opérations du COIA, le Colonel Issa Bagayoko, et du conseiller en communication du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants, M. Boubacar Diallo.

Cette rencontre, selon le Directeur de l'Information et des Relations Publiques des Armées, sera mensuelle. Elle a pour objectif d'établir la confiance entre les forces armées maliennes et les hommes de médias et d'établir une communication de proximité entre les FAMa et les populations.

La rencontre était axée sur 3 points, à savoir la situation sécuritaire, les activités du Ministère, des états-majors et directions de services et l'intervention de l'invité du jour, notamment le Directeur du Service Social des Armées.

Le conférencier, le Colonel Souleymane Dembélé, a déclaré que depuis 2012, le Mali est secoué par une crise sécuritaire sans précédent dans laquelle les Forces Armées Maliennes se trouvent bien au centre. Elles se trouvent dans le prisme d'une communication

tous azimuts dont les déterminants sont dans les nouveaux médias.

La population malienne est dans la tourmente. Elle a soif d'informations, la vraie. Aujourd'hui, la communication devient une nécessité. Les FAMa doivent se mettre au diapason de l'évolution de cet environnement médiatique.

Dans son introduction, le Directeur a défini les opérations comme étant des actions planifiées, menées par des forces armées. Ces opérations militaires peuvent combiner à la fois des opérations terrestres, aériennes et navales. Elles sont dites alors opérations inter-armées.

De 2012 à nos jours, les Forces Armées Maliennes ont conduit quatre (04) Opérations de grandes envergures, notamment les Opérations BADINKO de 2011 à 2014, MALIBA de 2014 à 2017, DAMBE de 2017 à 2020 et MALIKO de 2020 à nos jours.

Les missions de l'opération MALIKO sont entre autres, le contrôle et la stabilisation du centre de notre pays. Elles visent également à neutraliser les groupes criminels et terroristes, soutenir les autres actions de normalisation et empêcher l'expansion du terrorisme vers le

Sud. Cela tout en coopérant étroitement avec les forces partenaires en vue d'assurer l'état de droit, la libre circulation ainsi que la protection des personnes et de leurs biens, a laissé entendre le Colonel Dembélé.

Le bilan de cette opération (MALIKO), du 24 décembre 2020 au 30 juin 2021, en opérations autonomes, est de 64 terroristes neutralisés et 104 interpellés. En ce qui concerne les opérations conjointes avec la force Barkhane, le bilan est de 106 neutralisés et 52 interpellés. Pour les opérations conjointes avec le G5-sahel, le bilan est de 75 neutralisés et 40 personnes interpellées. Au total, les FAMa et leurs partenaires ont neutralisé 245 terroristes et en ont interpellé 196 du 24 décembre 2020 au 30 juin 2021.

Le Directeur de la DIRPA a informé les hommes de médias qu'au jour d'aujourd'hui, les groupes armés terroristes sont bousculés dans leurs retranchements grâce à la nouvelle posture des FAMa. Les hommes de médias ont posé des questions liées à la sécurisation de la Route du Poisson, le village de Dinangourou et bien d'autres sujets en la matière. Le conférencier avec l'appui du chef COIA leur a donné des réponses satisfaisantes.

Le Colonel Souleymane Dembélé a aussi offert aux hommes de médias un déjeuner de presse. L'objectif de ce déjeuner était de prendre contact et resserrer les liens avec les journalistes.

Source : Forces armées maliennes



Colonel-major Nema Sagara : « Le sahel est devenu un creuset d'armes et le Mali n'échappe pas au phénomène »

À l'occasion de la commémoration du 09 juillet 2021, Journée sans Armes, le Secrétariat Permanent de Lutte contre la Prolifération des Armes Légères et de Petits Calibres a animé une conférence de presse à son siège. L'objectif de cette rencontre était de sensibiliser une fois de plus le public sur le danger de la circulation des armes légères et de petits calibres, tout en invitant les médias à s'associer à la cause pour un Mali en sécurité.

Animée par le Colonel-major Nema Sagara, Secrétaire Permanente de Lutte contre la Prolifération des Armes Légères et de Petits Calibres (ALPC), cette conférence visait à sensibiliser le public sur le danger de la circulation des armes légères et de petits calibres. Selon elle, la circulation des armes n'est pas un phénomène nouveau dans le monde, encore moins au Mali, notamment dans le Sahel. «**Dans le monde entier, ce sont de millions d'armes qui circulent illicitement aux mains des civils. Pour notre part, le Sahel est devenu un creuset d'armes et le Mali, notre pays, n'échappe pas au phénomène**», souligne-t-elle.

Pour le colonel-major Nema Sagara, le Mali, berceau des grands empires et de royaumes guerriers, a toujours connu la présence d'armes dans les familles. Des armes qui, avance-t-elle, généralement ne présentaient pourtant pas de menaces, car les détenteurs n'avaient aucune autre arrière-pensée que de

manifester leur virilité. «**Ces armes constituaient un prestige pour la famille. Il s'agissait essentiellement d'armes de chasse**», ajoute-t-elle.

Un phénomène, selon elle, désormais révolu avec la détérioration de la situation sécuritaire du Mali. «**Mais, depuis bien des années, avec les rebellions successives et à partir de 2011, avec la crise Libyenne et 2012 avec la crise que connaît le Mali, la possession d'armes par les civils, dont les armes de guerre, c'est-à-dire des armes réservées uniquement à nos forces de défense et de sécurité, est devenue un phénomène courant avec la prolifération des milices et des groupes d'autodéfense pour se défendre contre les groupes armés terroristes. Aussi, ces armes sont venues raviver tous les anciens conflits inter et intracommunautaires**», précise-t-elle.

LE SECRÉTARIAT RESTE DÉTERMINÉ !

Pour sa part, le Secrétariat Permanent de la Lutte contre la Prolifération des ALPC, composé essentiellement de militaires et de civils, entend s'engager à lutter contre le fléau tout en multipliant les actions de sensibilisation et de plaidoyer. «**Nous nous attelons à lutter contre le phénomène à travers des séances de sensibilisation des communautés sur le danger des armes ; l'encadrement des artisans fabricants d'armes ; l'appui du gouvernement à disposer d'instruments juridiques pour le contrôle des armes, et même la bonne gestion des stocks nationaux d'armes ; l'incitation des communautés à se débarrasser volontairement de leurs armes ou à les régulariser par l'obtention de permis de port d'armes**», ajoute le colonel-major Nema Sagara. Des tâches bien difficiles, estime-t-elle. Aussi, elle tient à préciser : «**Nous savons que notre tâche n'est pas du tout facile avec la généralisation de l'insécurité. Mais, nous avons foi et confiance que si tout le monde comprenait notre message et allait dans le sens de nos recommandations, le Mali va se débarrasser de ces armes qui circulent illicitement, et il fera bon vivre entre nous au sein des communautés comme jadis cela l'a toujours été au Mali.** »

Pour ce faire, le Secrétariat Permanent sollicite l'accompagnement des médias pour plus de sensibilisation afin de minimiser la prolifération des armes légères et de petits calibres.



Amadou Kodio

Source : Afrikinfos- mali



Le ministre Ibrahim Ikassa Maïga à la Haute Cour de la Justice : « Des réformes dans un cadre légal »

Le ministre de la refondation, chargé des relations avec les institutions, Ibrahim Ikassa Maïga, poursuit sa série de visites aux institutions de la République. C'est dans ce cadre qu'il s'est rendu, le vendredi 9 juillet 2021, à la Haute cour de justice pour s'enquérir de l'état de fonctionnement de cette institution et expliquer la vision de la transition sur les réformes politiques et institutionnelles.

Trois heures durant, le ministre Maïga s'est entretenu avec les agents de la Haute cour de justice. Les échanges ont porté sur les réformes politiques et institutionnelles et sur le fonctionnement de ladite institution. Le ministre a recueilli suffisamment d'informations sur le fonctionnement de la Haute juridiction de notre pays.

Ibrahim Ikassa Maïga n'a pas manqué d'exprimer sa satisfaction. Il a précisé que des réponses justes seront données à toutes les ambitions de réformes et de refondation de notre système judiciaire, législatif et administratif. « La haute cour de justice offre de l'opportunité de poursuivre de hautes personnalités qui ont manqué à leurs de-

voirs, leurs responsabilités, vis-à-vis du peuple malien. Des réformes s'imposent, il faudrait que ces réformes s'opèrent dans un cadre légal. Un Etat fort, c'est un Etat qui fait respecter les droits et libertés, mais qui aussi impose à chacun son devoir. C'est cela la mission régalienne de la Haute cour de justice. Les réformes constitutionnelles et institutionnelles qui seront menées pendant cette période tiendront compte de la nécessité de renforcement de la Haute cour de justice pour un meilleur fonctionnement. Cela permet de réguler les institutions et surtout les personnes qui animent les institutions. Pourquoi ne pas l'étendre à d'autres personnalités même s'ils dirigent les organismes constitutionnels comme des organismes indépendants et autres. Aujourd'hui, ces mesures s'imposent pour une meilleure gouvernance », a-t-il martelé.

Le visiteur du jour a affirmé sans ambages que la justice est le soubassement de la République. « La Haute cour de justice de par

son statut, est une institution constitutionnelle indépendante. Elle est partie intégrante de la justice. La constitution dit : article 81, que la justice est exercée par la Cour suprême et les autres Cours et tribunaux. Et la Haute cour de justice est partie intégrante, donc par ricochet est indépendante et à son mode de saisine et ses procédures propres. Du moment qu'elle est saisie et que la procédure est mise en branle, elle est indépendante de bout en bout. Nous savons que la forte dose de présence des politiques en son sein, fait sujet à caution. D'où la proposition d'intégrer des Juges et des Magistrats professionnels en son sein qui pourront relativiser l'approche. Il faut reconnaître certes, un moment elle n'a pas pu fonctionner à satiété. Puisque nous sommes en droit pénal, et ça, c'est le droit qui s'applique. Et le droit pénal, il n'y a pas de poursuite, il n'y a pas de peine, il n'y a pas d'infraction s'il n'y a pas la loi. Les faits de haute trahison, d'atteinte à la sûreté de l'Etat sont des concepts qui

ne sont pas suffisamment définis. Les réformes prendront en compte pour clarifier des infractions, afin de permettre une facilitation du travail de la Haute cour de la justice. Il est temps, pendant cette période de Transition d'envisager toutes les réformes nécessaires pour permettre un fonctionnement optimal de nos institutions et de l'Etat », a-t-il souhaité.

Ibrahim Ikassa Maïga, a renchéri en ces termes : « Nous avons trouvé des personnalités suffisamment averties et à l'écoute de son peuple pour sentir un désir de changement. La refondation consistera simplement en ce moment de dire, on ne fera plus des petites réformes par secteur et par domaine. On mettra tout ensemble, les questions constitutionnelles et institutionnelles, les questions de gouvernance, comme les questions de réorganisation territoriale. Les questions de développement rurale, les questions de l'école et de la santé, les questions de lutte contre la corruption et de l'impunité, les questions d'application

de l'accord, ou toutes ces propositions vont être agencées de façon cohérente pour qu'on ait un nouvel Etat. C'est cela la refondation, pour qu'en fin qu'il y ait un Mali Kura », a-t-il conclu.

La veille, c'est à la Cour Constitutionnelle que le ministre Maïga a rendu une visite de travail. A l'issue de cette rencontre, le Ministre a expliqué que « la Cour constitutionnelle nous a fait l'honneur de nous recevoir en visite de courtoisie. Nous avons déjà, avec le Premier Ministre, rendu visite à la Cour constitutionnelle. Ces deux séances ont été des séances de brainstorming sur le Mali, sur les aspects institutionnels et constitutionnels du Mali. Sur l'état de la nation, nous savons que notre Mali est au plus mal, à plusieurs points de vue, il y a un substrat qui est resté, sur cela, nous devons de façon simple rebâtir un nouvel Etat, une nouvelle nation. C'est possible, il faut juste qu'il y ait de la volonté »

■ Ibrahim Sanogo



La France au Sahel :

L'intervention du président Emmanuel Macron



J'avais eu l'occasion de m'exprimer, au lendemain du sommet de Ndjamen, plus récemment, à la veille du G7, sur la logique et les objectifs de la transformation de notre présence militaire au Sahel cette évolution.

Depuis cette date, un intense travail de concertation a été mené à la fois avec les partenaires internationaux, en particulier européens, engagés à côtés au Sahel, ainsi qu'avec les pays du G5 Sahel et de la région.

Je constate que ce travail de consultation et d'explication a permis, non seulement de rassurer nos partenaires internationaux, mais également de consolider leur choix de s'engager au Sahel. Les conclusions du Conseil européen du 24 juin ont en effet renouvelé l'engagement des Etats membres à contribuer

à l'opération EUTM et à la task force Takuba. Dans le même temps, le Conseil de Sécurité des Nations unies vient de renouveler à l'unanimité le mandat de la force des Nations unies, la MINUSMA, au sein de laquelle plusieurs partenaires européens sont également engagés. La combinaison de ces décisions démontre clairement la continuité de l'engagement international au Sahel.

En parallèle et même en amont de ces concertations avec nos partenaires internationaux, nous avons mené depuis plusieurs mois un dialogue approfondi avec nos partenaires sahéliens, qui sont évidemment partie prenante de ces évolutions. Ces échanges ont débuté dès le début de cette année, dans le cadre des échanges que j'avais eus avec chacun des Etats membres du G5 en amont du sommet de

Ndjamen. Il se sont poursuivis sans relâche jusqu'à ce jour et la réunion que nous venons d'avoir dans le cadre de ce sommet du G5 Sahel.

Je crois pouvoir dire que ces échanges ont permis de converger sur à la fois sur le sens, l'opportunité et les modalités des évolutions de notre présence militaire au Sahel.

Le sens de ces évolutions, c'est d'abord le maintien de notre engagement au Sahel. Nous restons engagés au Sahel parce cela nous est demandé par les Etats de la région. C'est une évidence qui tend à être perdue de vue et qu'il faut sans cesse rappeler : la France n'a pas de mandat, encore moins de vocation, à rester engagée éternellement au Sahel. Nous sommes là parce qu'on nous le demande et pour une durée qui n'excèdera pas ce qu'on nous demande. Cette sollicitation de d'appui de la France a été réitérée lors des sommets de Pau et de Ndjamen, elle est également ressortie sans ambiguïté de l'échange que nous avons eu ce matin.

Le sens de notre présence, il faut aussi le rappeler, n'a plus aucun rapport avec les motivations des interventions militaires que la France a pu mener par le passé sur le continent africain. Nous avons changé de monde, comme de logiciel. Notre action militaire est la réponse à une menace globale, dont le projet dépasse le continent africain mais dont les principales cibles et victimes sont aujourd'hui les populations africaines, particulièrement les populations du Sahel. Cette menace a un nom, celui des deux grandes organisations, Al Qaida et Daech, qui ont aujourd'hui fait de l'Afrique leur principal terrain d'offensive et de croissance et vont même jusqu'à se disputer le leadership de cette expansion.

Nous connaissons ces organisations. Elles ont frappé plusieurs continents, dont le nôtre et jusqu'à notre territoire. Nous n'ignorons rien de leur agenda, même si elles le dissimulent sous une rhétorique convoquant la moralité et la bonne gouvernance. Nous savons en réalité que cet agenda ne fait aucun cas du sort et de la dignité des populations africaines et qu'il ne se limite pas à l'horizon d'occuper un territoire et une capitale. C'est un projet expansionniste, idéologique dont la prise de contrôle d'un territoire sahélien n'est qu'une étape. Sa réalité au quotidien, ce sont des écoles fermées, des instituteurs assassinés, des préfets chassés, des services publics empêchés, des

certaines de milliers de populations déplacées et l'instauration d'un ordre social alternatif. Nos partenaires sahéliens ne veulent pas de ce projet et perdent tous les jours des vies dans cet affrontement. Ce combat n'est pas seulement le leur. L'Histoire, les drames, les attaques que nous avons vécues sur notre territoire, nous enseignent que ce combat est aussi le nôtre. C'est pour cette raison que nous le menons à leurs côtés, jusqu'au sacrifice ultime de la vie de nos propres soldats. C'est aussi pour cette raison que nous restons engagés.

Mais rester engagés, c'est aussi nous adapter. Depuis la décision d'intervenir au Mali en janvier 2013, les formes et les modalités de notre appui aux pays du Sahel ont connu plusieurs évolutions. Nous avons régionalisé notre approche, recentré notre action sur la zone des trois frontières, renforcé le pilier civil de notre engagement, créé le cadre d'une coalition pour faciliter l'engagement d'autres partenaires. Notre action s'est ainsi progressivement inscrite dans un cadre de plus en plus internationalisé et de plus en plus partenarial avec les pays de la région. A titre d'illustration, la part de nos opérations menées conjointement avec nos partenaires sahéliens est très largement supérieure à la part des opérations que nous menons de manière autonome.

Aujourd'hui, nous entamons une nouvelle évolution, profonde, de notre engagement au Sahel. Pourquoi ce mouvement ? Tout d'abord parce que les succès que nous avons enregistrés nous le permettent. C'est le premier fait générateur de cette transformation.

Dans les derniers mois de l'année 2019, les deux organisations terroristes que j'ai citées ont tenté de reproduire ce qu'elles avaient tenté en au début de la décennie 2010, à savoir instaurer un territoire sous leur contrôle entier, pouvant ensuite servir de plate-forme de projection. Ce projet d'enracinement territorial a été entravé et empêché par la concentration des efforts et des forces que nous avons décidés lors du sommet de Pau. Grâce à ce « surge » militaire, les armées sahéliennes ont pu, avec notre appui, reprendre le contrôle de ces territoires. Le défi est désormais d'amener dans ces zones un minimum de service minimum aux populations. C'est le sens du « surge civil » que nous avons décidé lors du sommet de Ndjamena et dans lequel, le Niger, je dois le souligner, est particulièrement investi.

Le second fait générateur de cette évolution, c'est l'évolution de la nature de la menace. Tirant les leçons de leur échec, nos adversaires ont aujourd'hui délaissé une ambition territoriale au profit d'un projet de dissémination de la menace, plus seulement à l'échelle du Sahel mais à l'échelle de l'ensemble de l'Afrique de l'ouest. L'illustration la plus pressante de ce changement de paradigme est la pression exercée par les groupes terroristes dans les zones se situant à la frontière entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire. Cette offensive présage malheureusement d'une pression renforcée sur l'ensemble des pays du Golfe de Guinée qui est d'ores et déjà une réalité.

Face à ce pivot vers le sud des organisations terroristes, l'erreur aurait été de nous attarder dans un schéma qui ne correspond plus ni à la géographie, ni aux modes de dissémination de la menace. La stabilisation de la zone des trois frontières et le reflux de l'emprise terroriste sur cette région nous ouvrent aujourd'hui la possibilité de mettre en œuvre, sans plus attendre, la reconfiguration de notre présence selon des modalités concertées avec nos partenaires et alliés sahéliens.

Cette reconfiguration débutera dès les prochaines semaines. En cohérence avec l'impératif d'endiguer une diffusion de la menace au sud, elle se traduira par une réduction de nos empreintes militaires les plus au nord. Ces fermetures s'étaleront sur le second semestre de l'année 2021 et seront achevées d'ici le début de l'année 2022.

Notre présence militaire au Sahel s'articulera désormais autour de deux missions.

La première est une mission de lutte contre le terrorisme qui consistera à poursuivre la neutralisation et la désorganisation du haut commandement des deux organisations ennemies. Cette mission sera menée par la poursuite de l'action de la Task Force Sabre. Elle sera aussi menée, au travers de la Task Force Takuba, en accompagnant l'action de nos partenaires africains sous la forme d'opérations conjointes. Dix contributeurs européens ont déjà rejoint cette task force et ont réitéré leur engagement dans les conclusions du Conseil européen du 24 juin. La France jouera le rôle de nation cadre en agrégeant les contributions des partenaires.

La seconde mission se concentrera sur l'appui à la montée en puissance des armées de la ré-

gion. Elle comprendra un renforcement des actions de coopération qui viseront à répondre aux besoins exprimés par les pays sahéliens en matière de réforme de leur appareil de sécurité. La dimension coopération s'appuiera notamment sur le dispositif de partenariat militaire opérationnel existant à l'échelle régionale de l'Afrique de l'Ouest. Cette action bilatérale sera mise en œuvre en synergie avec les missions internationales, en particulier EUTM. Outre la préparation à l'engagement opérationnel, il s'agit de construire des outils de défense capables de former, d'entraîner et de gérer dans la durée les soldats, d'entretenir les matériels, d'acquérir aussi des compétences. Nous accompagnerons cette transformation des outils de défense par du conseil et de l'appui au commandement, et donc des partenariats et des coopérations humaines dans la durée.

Le maintien de notre présence aura enfin une dimension de réassurance pour nos partenaires qui bénéficieront aussi du maintien de certaines capacités (soutien santé, aéromobilité, force de réaction rapide).

Ce nouveau dispositif sera coordonné et commandé depuis nos éléments présents au Niger. En temps voulu, il prendra, compte tenu de la profondeur des évolutions, un nom distinct de l'opération Barkhane qui sera alors fermée. Ce transfert de commandement se fera tout en maintenant notre présence militaire au Tchad qui sera préservée sous la force d'une base aérienne de du stationnement de forces terrestres.

Au final, cette transformation répond à la nécessité de s'adapter à la nouvelle posture des groupes terroristes et d'accompagner la prise de responsabilité des pays de la région. Elle permet de reformuler le cadre et les objectifs de notre engagement au Sahel. Il s'agit bien d'empêcher deux organisations terroristes de faire du Sahel et de l'Afrique de l'ouest leur nouveau terrain d'expansion et d'enracinement. Il ne s'agit en revanche en aucun cas de nous substituer à la responsabilité et à la souveraineté des Etats de la zone pour remplir leurs missions de sécurité et de services apportées aux populations. Lors de la réunion du G5 Sahel du 9 juillet, nous avons constaté une pleine convergence de vues avec nos partenaires sahéliens pour mettre en œuvre ces évolutions.

Élections 2022 : MODELE-MALI promet 3000 observateurs sur le terrain

Financé par l'Union Européenne (EU), à hauteur de 2 milliards 292 millions, la Mission d'Observation des Elections au Mali (Modèle-Mali), lancée par la Synergie 22, a promis de couvrir toute l'étendue du territoire malien pendant toutes les élections prévues en 2022. Les responsables de la Synergie, Dr. Ibrahima Sangho, Tidiane Togola Tito et autres étaient face aux hommes de médias, le mardi dernier, à la Maison de la Presse.

Les 49 cercles des 8 régions administrées et les 6 Communes de Bamako seront couverts par des observateurs de Modèle-Mali sur toute l'étendue du territoire malien et pendant toutes les échéances électorales, à savoir, la présidentielle, les législatives et le référendaire, ont promis le président de la mission d'observation nationale, Dr. Ibrahima Sangho et le coordinateur technique, Tidiane Togola Tito.

Pour ce faire, la mission recrutera sur place dans les régions, cercles et communes des observateurs, au total 3000 au niveau local et 75 au niveau national. Les 3000 seront à court

terme, selon Dr. Sangho, et les 75 nationaux seront à long terme. Ils seront tous soumis à des formations avec aussi des critères bien définis. Cette mission d'observation (Modèle-Mali) de la Synergie 22 a été financée par l'Union Européenne (UE) à travers le Centre Européen d'Appui Electoral (ECES) pour un coût total de 3 millions 500 mille Euros, soit environ 2 milliards 300 millions en F CFA.

La Synergie 22 est composée de 43 organisations de la société civile dont 5 principaux, à savoir l'Observatoire des élections et de la Bonne gouvernance au Mali, l'Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active (Ajcad), la

Communauté des blogueurs au Mali (Doni-blog), le Consortium Ele-Citoyenneté Droits humains inclusifs et la Fondation Tuwindi.

A en croire Dr. Sangho, pendant les élections, avec leur téléphone sur place et en temps réel, les observateurs remonteront les informations sur le déroulement des élections à travers des plateformes faites à cet effet. « **Nous suivrons toutes les étapes des élections. Nous suivrons la proclamation des élections provisoires et définitifs et nous animerons des conférences pour donner plus d'informations sur les élections** », a évoqué le président Sangho.

En conclusion, la Synergie 22 a demandé au gouvernement de publier un chronogramme plus détaillé des élections avec des dates de la révision de la liste électorale, l'enregistrement des candidats, les campagnes et les différentes élections. La Synergie est aujourd'hui à environ 3000 observateurs dans les perspectives mais, selon Dr. Sangho, elle n'exclut pas une autre fusion d'autres observateurs remplissant les mêmes conditions que ceux de Modèle-Mali.

Koureichy Cissé



Organe unique de gestion électorale : impossible en si peu de temps

Un des observateurs a glissé que l'organe unique de gestion électorale n'est pas possible en si peu de temps. Sur la transition, il a confié que la durée des 18 mois risquerait très probablement de glisser un tout petit peu comme toutes les autres transitions au Mali. Au moins 6 autres mois pourront être ajoutés et les élections ne pourront se tenir aux dates déjà indiquées, a sifflé notre interlocuteur bien informé.

K. C.

Source : Mali Tribune

Mali : À quoi ressemblera l'organe unique de gestion des élections ?

Au Mali, le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga a confirmé officiellement, ce jeudi 8 juillet, son projet de mise en place d'un organe unique de gestion des élections, dans la perspective de la future présidentielle qui doit mettre un terme, en février prochain, à la période de transition. Mais ce projet soulève beaucoup de questions sur sa mise en œuvre. Dans une note d'orientation commandée par Choguel Maïga, plusieurs experts ont émis leurs recommandations.

Ce projet de mise en place d'un organe unique de gestion des élections est réclamé de longue date par de nombreux partis politiques maliens et par les organisations de la société civile. On se souvient que c'est notamment la contestation des dernières législatives qui avait provoqué la vague de contestations contre le président Ibrahim Boubacar Keïta, finalement renversé par le coup d'État du 18 août dernier. Mais c'est suite à ce coup d'État justement et dans le contexte actuel de transition, que beaucoup craignent que cette structure soit installée dans la précipitation, ou qu'elle ne serve au contraire de prétexte pour allonger la période de transition. Beau-

coup craignent également que les militaires au pouvoir cherchent à contrôler plus facilement cette structure unique.

À ce jour, les élections maliennes relèvent de trois structures différentes, une spécificité en Afrique de l'Ouest et même sur le continent. Le Ministère de l'Administration Territoriale, qui organise matériellement le scrutin et proclame les résultats qui sont ensuite validés ensuite par la Cour Constitutionnelle, la Délégation Générale des Elections, une structure autonome qui gère le fichier électoral, les cartes d'électeurs et le financement public des partis, et la Commission Electorale Nationale Indépendante, la CENI, « gendarme » qui contrôle le déroulement du vote et émet des avis au Ministère de l'Administration lorsqu'elle observe des manquements et effectue son propre comptage des voix, en parallèle de celui du Ministère.

UN ORGANE INDÉPENDANT

Dans une note d'orientation commandée par le Premier ministre Choguel Maïga, le mois dernier, plusieurs experts – un chercheur, un

magistrat, un observateur de la société civile et un ancien président de la CENI – recommandent que les compétences du Ministère de l'Administration Territoriale, qui ne saurait, selon eux, être considéré comme « neutre », soient tout simplement transférées au nouvel organe indépendant. Une sorte de nouvelle CENI aux pouvoirs élargis. La Délégation Générale des Elections en deviendrait un service technique, avec interdiction pour ses dirigeants d'exercer toute fonction politique ou administrative, et d'avoir une activité privée. Pour garantir son indépendance, les experts maliens recommandent que le nouvel organe soit composé au niveau national de 15 membres, désignés par les partis politiques « **en suivant une répartition égale entre les partis** », par les organisations de la société civile spécialisées dans les élections et, dans une moindre mesure, par des représentants des confessions religieuses et des organisations de magistrats, d'avocats, de défense des droits de l'homme, des associations féminines. Le président de la nouvelle structure serait ainsi obligatoirement issu de la société civile. Les experts suggèrent « **que l'organe de gestion des élections puisse avoir sa source au niveau de la Constitution** », afin d'en renforcer la légitimité. Le « **défi majeur** », notent enfin les auteurs de cette note d'orientation, sera de mettre en œuvre ces changements dans le délai imparti pour la période de transition.

Source : RFI



Union pour la Sauvegarde de la République (USR) : Nouhoum Togo lance son parti



Si le projet a longtemps mûri avant de voir le jour, c'était pour ne pas venir juste pour plaisanter sur la scène politique nationale. Mais ça y est enfin : Nouhoum Togo, qui a longtemps servi aux côtés de feu Soumaila Cissé de l'URD, lance son parti politique, dénommé Union pour la Sauvegarde de la République (USR). La cérémonie de lancement a eu lieu le samedi dernier à l'Hôtel Radisson, en présence des cadres et militants du parti, de plusieurs responsables de partis politiques frères et de nombreuses autres personnalités et invités de marque. L'occasion était donc bonne pour le nouveau leader politique, Nouhoum Togo, de faire observer une minute de silence en la mémoire de toutes les victimes civiles et militaires et de tous ces martyrs tombés sur le champ de l'honneur au Mali. Pour lui, le paysage politique malien s'agrandit ainsi avec l'arrivée de ce nouveau parti dénommé USR (Union pour la Sauvegarde de la République) qui est l'aboutissement d'un long processus qui a démarré

il y a déjà une bonne année. Et d'expliquer le comment et le pourquoi de la création de ce parti : « A l'entame de notre cheminement, nous nous sommes inspirés de la charte de Kouroukan fougá. Nous nous sommes rassemblés autour de ses idéaux, qui sont le Dambé, le Yèrèdon et l'union. Et nous nous sommes servis des nouvelles technologies pour nous retrouver, pour nous parler, et enfin pour nous mettre ensemble. Voilà que les instruments de la modernité (Groupes WhatsApp et autres plateformes des réseaux sociaux) se sont mis au service de la malianité que nous prônons. Des maliens de l'intérieur et ceux de l'extérieur se sont retrouvés de ce fait pour construire, se construire, et se connaître davantage afin de pouvoir parler du Mali, de leur Mali, et de son futur. Nous avons alors accordé nos visions concernant notre cher pays, puis nous avons mis en avant le cœur de nos réflexions, l'authenticité, mais une authenticité ouverte, qui accepte l'évolution, gage de réussite d'un Mali original

dans le concert des nations. Un Mali que nous poussons vers un développement harmonieux, et dans une gouvernance qui respecte nos valeurs propres. Nous voulons d'un Mali que nous connaissons, celui qui nous ressemble, un Mali qui préserve notre dignité. Le Mali qui nous honore, sans être fermé aux autres. Aujourd'hui, convaincus de notre démarche, observant notre convergence et déterminés par notre vision, nous avons donc décidé de franchir une nouvelle étape importante. Effectivement le choix de la création de l'USR (Union pour la Sauvegarde de la République) est une grande réponse que mes camarades et moi faisons à l'endroit du peuple du Mali par rapport à ses questionnements incessants. C'est pourquoi nous restons persuadés que cette initiative ne peut aucunement être considérée comme l'avènement d'un parti politique de plus. NON ! L'objectif recherché est de proposer le parti du malien aux maliens. Celui qui servira le Dambé, qui rehaussera le hõronya, et qui se

bâtira pour l'union sacrée de tous les fils de notre bien aimé Mali. Notre pays, depuis presque une décennie, est confronté à un climat socio-politique exécrable. Il subit une guerre innommable et des séries de rebellions sans fin, qui ont entraîné une instabilité politique terrible, et provoqué une errance de nos populations rurales qui a abouti sur une augmentation du taux de la pauvreté et sur une grave pénurie alimentaire.

Le Mali de paix que notre génération et celle d'avant ont connu se caractérise aujourd'hui par la corruption, la gabegie, la mal-gouvernance, les tracasseries administratives et policières, et surtout par cette grande fracture sociale qui se ressent jusque dans les hameaux les plus reculés du pays. Les conséquences néfastes de la réalité sur le terrain ont fini par faire dégringoler l'économie malienne. Le Mali de nos jours a toutes les apparences d'un pays failli. D'une nation qui a besoin de se remotiver pour pouvoir repartir. Il est arrivé le temps de nous ressaisir, de nous reprendre pour faire profiter les fils du Mali des immenses potentialités dont regorge le pays.

Nous devons nous battre farouchement et ensemble contre toutes ces adversités qui nous empêchent d'avancer vers l'espoir, vers l'espérance. L'espérance, c'est la maîtrise de la sé-



curité de notre nation, l'espérance, c'est la reconstruction d'une économie plus stable, l'espérance, c'est le respect du Mali et du malien sur la scène internationale. Et la pleine espérance, c'est une réforme du système éducatif, un enseignement supérieur performant, et un système de santé efficace ».

Pour le Président de l'USR, Nouhoum Togo, la transition actuelle doit permettre de poser les soubassements de la réalisation de toutes ces espérances. C'est d'ailleurs pourquoi l'USR a décidé d'accompagner et de soutenir la transition. Enfin, a expliqué Nouhoum Togo, le parti

USR proclame qu'il est pour la mise en place d'un organe unique pour la gestion des élections, qui sera un instrument qui, selon lui, permettra au Mali d'avoir des élections crédibles, indispensables au renforcement de la démocratie. Aussi, l'USR se positionne comme un parti de la reconstruction du Mali-kura.

Pour cela, il n'entend nullement se mettre à la marge de la gestion pour le développement de notre Maliba.

■ Yama DIALLO



Culture : Bôdôgôla une tradition perdue qui reprend vie

Le Bôdôgôla, une vieille pratique folklorique qui se pratiquait depuis des années dans la Commune rurale de Yangasso, avait disparu avec le temps. Un us qui consiste à célébrer les jeunes filles vierges et les garçons puceaux chaque année. Une pratique qui aide à consolider l'éducation des enfants. Il obligeait les enfants à garder leurs chastetés, car toute personne qui n'était pas vierge ou puceau, devenait automatiquement la rusée de sa famille.

Selon Adama Coulibaly, habitant de Yangasso, c'est une tradition très importante, car elle contribuait non seulement à la cohésion sociale, mais c'était aussi, pour les villageois, un moment de fête.

Chaque année, le Bôdôgôla était célébré à la période pré-hivernage. Une période qui coïncide avec le retour des jeunes de l'exode rurale. "Le Bôdôgôla même veut dire sortir au mar-

ché. Il consiste pour les jeunes filles et garçons de faire le tour du marché pour se montrer au grand public, montrer que l'éducation et les conseils de leurs parents n'ont pas été vains. C'était un moment de grande fierté pour la plupart des parents", explique Adama.

Il précise que comme toutes les rituelles traditionnelles, le Bôdôgôla aussi a ces interdits, "toute personne ayant déjà eu un rapport sexuel ou une grossesse avant le mariage, même si la personne avorte, si elle prend le risque de faire le Bôdôgôla, elle n'aura plus d'enfant et ou de mariage".

Selon toujours Adama Coulibaly, tous ceux qui font le Bôdôgôla doivent être des personnes fiancées. Car l'événement est aussi comme une sorte de levé d'embargo sur les jeunes fiancés. "C'est après les cérémonies que les jeunes filles fiancées pouvaient enfin partir chez leur époux", explique-t-il. Pour la céré-

monie, les jeunes filles s'habillent bien et portent leurs plus belles parures, accompagnées de quelques vieilles dames, défilent devant tout le monde au marché.

"Quand elles font le tour du marché, les gens, contents pour leur bonne éducation et éblouis par leurs tenues, donnent des cadeaux ou de l'argent aux Bôdôgôladienw (les filles qui défilent). Cette cérémonie est toujours un moment de joie", explique Adama. Il ajoute qu'en plus des festivités, c'est aussi l'occasion pour les personnes qui sont hors du village de pouvoir passer du bon temps entre amis et parents.

La jeunesse de Yangasso, nostalgique de cette tradition qui consolide et fait la promotion de l'éducation, l'éducation sexuelle en particulier, a pris l'initiative de redonner vie à cette coutume. Ils en ont fait un festival, et la première édition s'est déroulée du 18 au 20 juin dernier. L'initiative a été félicitée et encouragée par les anciens de la Commune rurale de Yangasso, qui disent être fiers de leur jeunesse.

Hamady Sow
Source : Mali Tribune



Suivi des enfants rapatriés de Syrie : « Environ 300 enfants français de jihadistes sont dans des camps »

Plusieurs députés et sénateurs Les Républicains ont écrit une lettre au gouvernement dans laquelle ils s'interrogent sur le suivi des enfants rapatriés de Syrie. Une initiative qui fait bondir Ludovic Rivière, avocat qui suit de près ces dossiers et milite pour un rapatriement immédiat de ces enfants.



RFI : Où en est la France du rapatriement des enfants français encore détenus en Syrie ?

Maître Ludovic Rivière : Ils sont encore environ 300 enfants français dans des camps, pour la grande majorité d'entre eux âgés de moins de 6 ans, à survivre dans des conditions absolument terribles. Il n'y a aujourd'hui en France que 35 enfants qui ont été rapatriés depuis mars 2019. Il n'y a pas de politique claire de la part du gouvernement. Le rapatriement des enfants se fait au goutte à goutte et au cas par cas. Sans aucun critère défini. Le gouvernement parle de se limiter aux enfants en situation d'urgence sanitaire, mais tous ces enfants qui sont en train de mourir dans des camps sont des urgences sanitaires.

La lettre des députés questionne le suivi de ces enfants une fois arrivés en France. Quel est votre regard sur celui-ci ?

Cette lettre est le résultat d'une méconnaissance de ce qu'est la réalité et l'intensité des procédures par lesquelles passent ces en-

fants, mais aussi du sérieux et du professionnalisme qui entoure le suivi de ces enfants. Dès qu'ils arrivent en France, ils sont immédiatement confiés aux services de l'Aide Sociale et le juge des enfants se saisit du dossier et organise leur prise en charge. Énormément de moyens sont mobilisés, d'abord pour le bien-être de ces enfants, mais aussi pour leur suivi. Ils font tout d'abord l'objet d'un examen médical approfondi. Beaucoup d'entre eux ont besoin d'être opérés en urgence. L'Aide Sociale à l'enfance se charge ensuite de reconstituer l'histoire de ces enfants. Ils tentent de savoir dans quel contexte ils sont partis, ce qu'ils ont vécu là-bas. Ensuite, les services sociaux et hospitaliers prennent contact avec la famille élargie de ces enfants. L'objectif est de déterminer si un parent plus éloigné est en capacité de les recueillir. C'est un processus qui mobilise énormément de moyens et d'acteurs pour qu'ils puissent grandir dans les meilleures conditions possibles. Aujourd'hui, la prise en charge des enfants qui rentrent est tout à fait complète.

Que dit le droit international sur cette question ?

Le 29 septembre prochain, un jugement doit être rendu quant à la responsabilité de la France vis-à-vis de ces enfants détenus sur un sol étranger. Pour l'instant, la France estime ne pas pouvoir exercer sa juridiction dans cette partie du monde, ce qu'elle a pourtant déjà fait à au moins 35 reprises, puisque 35 enfants ont déjà été rapatriés. De plus, les autorités kurdes implorent les pays européens de récupérer leurs ressortissants, car ils n'ont plus les moyens de les garder sur place. Le gouvernement français fait aujourd'hui preuve d'une absence de volonté politique et ce, alors que de toute part les institutions internationales appellent la France à prendre ses responsabilités. Par ailleurs, il y a un véritable enjeu sécuritaire à retirer ces enfants d'un environnement radical et de camps dont des prisonniers s'échappent régulièrement. Ces enfants sont nos enfants, et la France doit s'en occuper.

Source : RFI

Bénin : Patrice Talon promet de se limiter à deux mandats présidentiels

Réélu le 11 avril dernier, le président béninois promet quitter le pouvoir en 2026, à la fin de son mandat en cours. Patrice Talon a pris cet engagement devant plusieurs organisations de la société civile africaine, comme Togo Debout et Tournons la page, ce samedi 10 juillet.

Il convient de limiter les mandats, a déclaré Patrice Talon. Quand on fait la balance - les avantages et les inconvénients - l'évidence est claire. Limiter les mandats est, à tous égards, au profit du peuple, plutôt que de laisser les uns et les autres rester éternellement dans la fonction. Vous avez absolument raison de prôner l'alternance. Je m'en soucie pleinement et je m'engage devant vous à la défendre, à en être témoin. »

Le président béninois a choisi l'endroit et le moment pour faire cette promesse : au cours

du sommet citoyen pour la démocratie, la bonne gouvernance et l'alternance. Comprenez : la limitation des mandats des chefs d'États des pays de la CEDEAO. Organisé par plusieurs ONG telles que Togo Debout et Tournons la page, l'événement a débuté jeudi 8 juillet et se poursuivait jusqu'à ce dimanche 11 juillet. Ce samedi matin, Patrice Talon a fait une apparition au cours des travaux et promis ne pas faire sauter le verrou de la Constitution béninoise qui limite à deux le nombre de mandats de 5 ans.

« Ne pas se prendre pour Dieu tout-puissant »

« Un exemple, ici, comme mes prédécesseurs, ce mérite, il n'est pas le mien ici, au Bénin, c'est un acquis pour nous, a voulu souligner le président. Mes prédécesseurs l'ont montré ! J'ai simplement à faire comme eux, afin que ceux qui vont venir après continuent de faire comme nous. Nous devons donc œuvrer à remporter cela au Bénin. Chacun devra œuvrer à ce que ce soit durable. Mais vous, vous pouvez le porter au-delà de nos frontières, au-delà des frontières du Bénin. »

« J'ai en tout cas l'obligation de ne pas donner de leçons, a poursuivi Patrice Talon. Je suis honoré de défendre sur la terre béninoise cette vertu qu'on attend d'un gouverneur de ne pas se prendre pour Dieu tout-puissant, l'éternel, et d'avoir l'humilité de comprendre qu'un autre peut toujours mieux faire. »

Source : RFI





Compétitions africaines interclubs : Binga FC, grand supporter du Stade Malien

Battu en finale de la Coupe du Mali (3-2) par le Stade malien de Bamako, le Binga FC, qui ne décollerait, pas est devenu, par la tournure des événements, grand supporter des Blancs de Bamako qui peuvent donner à ce club de 2e division sa première qualification à une compétition africaine interclubs.

La tournure des événements rapproche deux clubs qui étaient pourtant devenus des ennemis jurés après la finale de la Coupe du Mali. Battu par 3 buts à 2 dans une finale jugée influencée par des décisions arbitrales avec 2 penalties égalisateurs pour le Stade malien de Bamako, tout le Binga FC s'était mis à vociférer à l'encontre des arbitres,

du Stade malien, sans même épargner la Fédération avec des propos à la limite injurieux. Quelques jours plus tard, le Binga FC peut commencer à modérer sa prise de position, car son bourreau du 27 juin est en passe de le faire entrer dans l'histoire du football malien et africain.

Et pour cause, le Stade malien de Bamako, qui

fonce vers un doublé Coupe-Championnat, a un pourboire pour sa victime de la finale de la coupe du Mali. Après la Coupe du Mali, si le Stade, qui est à une victoire du titre, remporte le championnat, il sera qualifié pour la prochaine édition de la Ligue africaine des Champions. Dans ce cas, le ticket de la Coupe de la Confédération reviendra à l'équipe finaliste de la Coupe nationale qui n'est d'autre que le Binga FC.

Une bonne raison pour le Binga FC de devenir le supporter n°1 des Blancs de Bamako qui pourraient lui permettre de connaître sa première qualification à une compétition continentale. Immense et historique pour un club de 2e division créé seulement en 2009.

Alassane CISSOUMA
Source : Mali Tribune

Coupe de la Confédération : Le Raja Casablanca s'offre un deuxième sacre face à la JS Kabylie

Vainqueur une première fois en 2018, le Raja Casablanca a conquis la Coupe de la Confédération pour la deuxième fois de son histoire samedi. À Cotonou, les Aigles Verts l'ont emporté face à la Jeunesse sportive de Kabylie (2-1). Leur gros début de match a été déterminant.

Il y avait déjà le Tout Puissant Mazembe, au rang des clubs plusieurs fois titrés en Ligue des champions et en Coupe de la Confédération. Il y a désormais aussi le Raja Casablanca. Un moindre mal pour le fleuron du football marocain au cours d'un exercice 2020-2021 bien compliqué. La crainte d'une saison blanche s'est estompée, samedi 10 juillet, au Stade de l'Amitié, à Cotonou au Bénin. Les Aigles Verts ont dompté la JS Kabylie, non sans mal (2-1).

Le Raja punit l'entame catastrophique de la JSK

Après 45 minutes de jeu, il n'y avait pourtant pas de match entre le champion du Maroc en titre et les Canaris algériens. Le Raja dominait autant sur le terrain qu'au tableau d'affichage. Les Aigles Verts n'ont pas perdu de temps sur la pelouse béninoise. Omar Arjouna a parfaitement lancé Soufiane Rahimi en profondeur, et l'attaquant marocain s'en est allé dribbler le gardien Oussama Benbout d'une feinte de frappe avant d'ouvrir le score dans la cage vide (5e). Après quelques instants d'hésitation et l'aide de ses assistants vidéo, l'arbitre sud-Africain Victor Gomes a validé l'ouverture du

score.

Puis, Ben Malango a doublé la mise d'un tir en pivot dans la surface (14e). L'attaquant international des Léopards s'est ainsi installé seul en tête du classement des buteurs de cette Coupe des Confédérations (6 réalisations), en plus de mettre le Raja un peu plus sur les bons rails. Dominateurs, maîtres du ballon, les protégés du coach Lassaad Chabbi ont géré la fin de ce premier acte.

La réaction de la JSK n'a pas suffi

Dès le début de la seconde période, Denis Lavagne, l'entraîneur de la JSK, a changé ses plans. Le milieu de terrain Malik Raïah a cédé sa place à l'attaquant Rezki Hamroune. Et les Jaune et Vert ont immédiatement réagi. Après seulement 27 secondes de jeu et une action sur laquelle la défense du Raja n'a pas réussi à se dégager, Zakaria Boulahia a réduit l'écart d'un tir limpide (46e), ouvrant la porte à une deuxième moitié de match à suspense.

Source : RFI





Bélier (21 mars - 19 avril)

Il se pourrait bien que votre promotion tant attendue se matérialise ces jours-ci. Vos efforts portent leurs fruits. Vous avez bien mérité votre récompense, car vous avez travaillé dur pour arriver à vos fins.

Votre portefeuille se porte à merveille. Il est alimenté régulièrement par la providence et vous vous demandez peut-être à qui vous devez cette chance ! C'est Jupiter, le dieu du ciel dans la mythologie grecque qui vous apporte ses bienfaits.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Dans le travail la bonne ambiance gagne du terrain, vous êtes confiant. Aujourd'hui, aucune perturbation ne vient interférer dans vos plans ou dans votre planning. Il se peut que de nouvelles perspectives d'avenir vous soient proposées.

De belles récompenses vous tombent dessus, si vous êtes surpris et dubitatif au départ, très rapidement vous commencez à entrevoir une issue de secours favorable à vos difficultés d'argent. Cependant, agissez avec prudence en sécurisant votre futur.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous pourriez commencer un nouveau travail, ou changer de poste au sein de la société pour laquelle vous travaillez, ou même avoir des nouveaux projets... Le trigone Mercure/Neptune vous apporte une vivacité d'esprit indispensable à votre réussite professionnelle.

Le trigone Jupiter/Uranus aidé par la conjonction à Vénus favorise grandement le domaine de vos finances. Associé à Mars dans le domaine du travail, il y a de grandes chances pour que celles-ci se trouvent augmentées, sans doute grâce à votre travail !



Cancer (21 juin - 21 juillet)

La chance peut se faire avec un collègue. Il peut vous donner un coup de pouce totalement inattendu. Ce nouveau poste pourrait être très différent du poste actuel. Osez faire ce changement. Vous ne le regretterez pas. Il peut vous ouvrir un autre horizon.

Le budget est à étudier avec parcimonie. Vous devez faire attention à vos excès. Des coups de coeur sur des articles ou des produits peuvent vous revenir assez cher. Des produits haut de gamme pour la nourriture ou un restaurant peut entraîner des frais.



Lion (22 juillet - 23 août)

Avec cette opposition Uranus/Mars, il se peut que vous ayez envie de vous révolter contre des agissements qui ne vous conviennent pas. Il faudra essayer de trouver une manière très diplomate de le dire afin de ne pas froisser vos collaborateurs.

Les choses sont en gestation en ce qui concerne vos rentrées d'argent. C'est comme une soupe qui mijote. Il lui faut un certain temps de cuisson. En attendant, vous vous inquiétez un peu et vous vous demandez ce qui se passe.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Des attentes différentes et des envies de nouveauté, vous êtes porté par une énergie dynamisante. Vos choix se dirigent vers de nouvelles activités lucratives, aujourd'hui vous testez des jobs et des pistes différentes. Vous tentez et vous osez !

Dépenser votre argent sans compter, vous en connaissez les risques, de ce fait, vous préférez vous montrer prévoyant en choisissant de ne pas jeter l'argent par les fenêtres. Vos proches saluent vos initiatives courageuses. Vous pensez au futur.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Au travail, vos idées font l'admiration de vos collègues. Vous pourriez recevoir une nouvelle, qui changerait votre routine quotidienne. Peut-être une promotion ? Quoi qu'il en soit, de nouveaux horizons pourraient voir le jour, et avec eux, de bonnes surprises.

De très bonnes perspectives pourraient se produire dans le domaine de vos finances. Le trigone Uranus/Vénus en est la cause. La vente tant attendue d'un bien immobilier pourrait se produire, et avec elle une belle rentrée d'argent que vous n'attendiez plus !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

L'activité en cours demande de collaborer avec des personnes peu scrupuleuses. Du laisser-aller ou des erreurs professionnelles peuvent ralentir vos tâches. Une légère contrariété se fait sentir. De la mauvaise foi pourrait provenir d'un collaborateur.

Les questions du budget sont au coeur de vos préoccupations. Elles le sont pour la bonne cause, face à des projets. Vous désirez investir dans de la décoration ou changer la disposition de votre mobilier. Cette démarche encourage votre envie d'économiser.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Les astres vous sont extrêmement favorables en ce qui concerne votre activité professionnelle. De bonnes nouvelles peuvent arriver et des libérations de situations difficiles peuvent avoir lieu. La journée sera sûrement riche à tous points de vue et changera votre quotidien à l'avenir.

Avec Vénus qui représente aussi les valeurs, l'argent va arriver à point nommé pour vous permettre de mener à bien vos désirs d'expansion. Saturne en Capricorne pourrait bien vous donner des envies d'achat immobilier.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous prenez une belle revanche professionnelle, vous n'êtes pas prêt de vous arrêter en si bon chemin. Vos projets tiennent la route, vous mettez toutes vos chances de votre côté pour pouvoir les réaliser au plus vite. Les astres vous protègent.

C'est une journée constructive qui vous attend, les finances sont à la hausse. Vous attendiez un retour à l'équilibre, le voici. Le secteur de l'argent est favorisé, si récemment vous avez fait des placements, vous recevez des gains inattendus.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Des transformations pourraient se produire dans votre travail, apportant avec elles des changements positifs et un total épanouissement. Ne laissez pas passer cette opportunité ! Cela vous apporterait ce sentiment de liberté auquel vous aspirez tant !

Vous êtes capable d'une grande lucidité concernant votre budget. De plus, l'aspect Neptune/Mercure vous apporte une grande intuition en ce moment. Vos choix sont judicieux concernant vos finances, vous gérez tout cela de manière intelligente.



Poisson (19 février - 21 mars)

Une démarche est amorcée pour changer d'activité. Ce cap pourrait entraîner une mutation. Une nouvelle carrière est en marche. Elle réclame un bilan de compétence. Prenez la peine d'étudier votre projet professionnel. Votre avenir en dépend entièrement.

Gardez le maximum de budget. Le conseil est la sagesse, car les frais sont importants. Ils peuvent vous amputer l'argent réservé aux loisirs. Vous savez qu'il est préférable de rogner sur les économies. Privilégiez la récupération ou les bonnes affaires.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

853 Malikilé
Pourquoi le vaccin AstraZeneca indexe : La réponse d'un professeur allemand
Transition malienne
Le M5-RFP refusera-t-il la compromission ?

854 Malikilé
Démographie, sécurité et paix : Vers une mutualisation des efforts des acteurs ?
Sommet sur le financement des économies africaines
Un air de déjà-vu

855 Malikilé
FONDATION FOSTER DE BAWAKO
"Développement durable et capital humain : Mises en pratiques opérationnelles pour la transition au Mali"
Points de presse du M5-RFP
Grand Rassemblement le 4 juin en l'honneur de l'indépendance

856 Malikilé
FONDATION FOSTER DE BAWAKO
21^{ème} édition du Forum de Bamako : Plus d'actions pour le président Abdelouali Coulibaly
ÉDITION SPÉCIALE
Mali
Vandalisme, caresses, trahisons et corruption au sommet de l'État

857 Malikilé
Mali : Transition malienne, quelle est la véritable opportunité ?
Crise au Mali
Antipathie d'un gouvernement sur l'adoption d'une crise

858 Malikilé
Mali : Transition malienne, quelle est la véritable opportunité ?
Difficultés négociationnelles avec le FICM5-RFP et manifestation à M5-RFP

859 Malikilé
Bah N'DAW aujourd'hui comme IBK hier - Mali, qui dirige la Transition au Mali ?
Mali
L'ONU condamne, mais ne sanctionne pas encore

860 Malikilé
Rectification de la transition : La primature au M5-RFP
Sommet extraordinaire de la CEDEAO sur le Mali
Des zones d'ombre et des confusions

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23